

ÉTATS-UNIS

Amnesty International salue le rapport des Nations unies appelant les États-Unis à fermer Guantánamo Bay – mais il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg

Index AI : AMR 51/029/2006

ÉFAI

Jeudi 16 février 2006

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International salue le rapport des Nations unies, rendu public le 16 février, appelant à la fermeture du centre de détention militaire américain de Guantánamo Bay. L'organisation demande aux gouvernements, aux militants de défense des droits humains et à ses membres à travers le monde d'envoyer au gouvernement des États-Unis un message clair disant qu'il est temps que Guantánamo ferme.

Les experts des Nations unies ont également conclu que les techniques d'interrogatoire autorisées dans le centre violent la Convention contre la torture ; que les normes du droit international relatif aux droits humains doivent s'appliquer à Guantánamo Bay, et que les États-Unis sont dans l'obligation de juger les détenus conformément au droit américain ou de les libérer.

Susan Lee, directrice du programme Amériques d'Amnesty International a déclaré : « *Le rapport confirme les préoccupations dont Amnesty International n'a cessé de faire part au gouvernement des États-Unis. Nous n'avons cessé d'appeler à la fermeture du centre de détention de Guantánamo Bay. Les États-Unis ne peuvent plus justifier, moralement ou légalement, son existence.* »

Guantánamo Bay n'est que le sommet de l'iceberg. Les États-Unis ont également ouvert des centres de détention sur la base aérienne de Bagram en Afghanistan, à Abou Ghraïb et ailleurs en Irak, et sont impliqués dans l'utilisation de centres de détention secrets, surnommés « *sites noirs* », dans d'autres pays.

Tous ces centres, Guantánamo Bay compris, doivent s'ouvrir aux observateurs indépendants. Tous les détenus doivent avoir accès à la justice et être traités humainement. On ne saurait passer outre à ces principes fondamentaux même en temps

de guerre ou de situation d'urgence nationale.

À ce jour, les États-Unis ont rejeté toute idée d'enquête indépendante dans leurs centres de détention situés en dehors du territoire des États-Unis. Washington n'est pas non plus prêt à coopérer avec le Conseil de l'Europe dans l'enquête sur les « *restitutions* » de personnes soupçonnées de terrorisme.

Le mépris sélectif affiché par les États-Unis pour le droit international dans le contexte de la « *guerre contre le terrorisme* » a une influence énorme sur le reste du monde. Lorsque les États-Unis commettent de graves atteintes aux droits humains, ils envoient aux gouvernements qui commettent des violations le message selon lequel ces pratiques seraient acceptables. C'est pourquoi Guantánamo Bay a une telle importance : il suggère aux autres gouvernements qu'eux aussi peuvent commettre des atteintes aux droits humains au nom de la lutte contre le terrorisme. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>